

Service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime

Bureau du Conseil d'administration

Séance du 8 juin 2023

Extrait des délibérations

Le 8 juin 2023, le Bureau du Conseil d'administration du SDIS 17 s'est réuni au centre de commandement du SDIS à Périgny, sur convocation du président, Monsieur Stéphane VILLAIN et sous sa présidence.

Date de la convocation : le 31 mai 2023.

Etaient présents Madame, Messieurs : Bernard BESSON, Jean-Claude GRENON, Ghislaine GUILLEN.

Etait excusé Monsieur : Christophe CABRI.

Nombre de conseillers en	exercice :	5
	quorum :	3
	présents :	4

N°53-2023

AGRANDISSEMENT DU CTA / CODIS

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la commande publique,

Vu le rapport du président du Conseil d'administration,

AGRANDISSEMENT DU CTA / CODIS

Le service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime a procédé en une mise en concurrence ayant pour objet des travaux d'agrandissement au CTA / CODIS situé dans les locaux du centre de commandement de Périgny.

Cette consultation s'est effectuée dans le respect des dispositions des articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du code de la commande publique selon une procédure adaptée ouverte avec négociation éventuelle, librement définie par le pouvoir adjudicateur.

Les travaux font l'objet d'une décomposition en onze lots distincts faisant l'objet de marchés séparés. Les lots sont les suivants :

Num Lot	Désignation
01	Gros-œuvre
02	Charpente acier
03	Couverture bardage
04	Menuiseries extérieures
05	Plâtrerie / Faux-Plafond / Menuiserie intérieure bois
06	Carrelage
07	Peinture / Revêtements muraux
08	Electricité
09	Plomberie / CVC
10	VRD
11	Bâtiments modulaires

L'estimation de ces derniers, établie par l'équipe de maîtrise d'œuvre dont le mandataire est l'atelier d'architecture NATHALIE LAMBERT est la suivante :

Num Lot	Désignation	Montant estimé en euros HT (valeur Juin 2022)
01	Gros-œuvre	54 400,00
02	Charpente acier	9 000,00
03	Couverture bardage	36 500,00
04	Menuiseries extérieures	20 500,00
05	Plâtrerie / Faux-Plafond / Menuiserie intérieure bois	34 600,00
06	Carrelage	10 200,00
07	Peinture / Revêtements muraux	6 800,00
08	Electricité	35 000,00
09	Plomberie / CVC	30 000,00
10	VRD	21 300,00
11	Bâtiments modulaires	304 800,00
Total :		563 100,00

La proposition de variante libre n'était pas autorisée. Il n'était pas prévu de variantes imposées.

La consultation ne prévoyait pas de prestations supplémentaires équivalentes (PSE).

Les modalités de publicité étaient adaptées au montant estimé du besoin et à la nature des contrats, en application du 2° de l'article R. 2131-12 du code de la commande publique.

L'avis de marché a fait l'objet d'une publication dans les conditions suivantes :

Support	Date d'envoi à la publication	Date de parution	Observation(s)
BOAMP	23/12/2022	24/12/2022	Ref : 22-170150 Num annonce : 2022 358
https://www.marchesonline.com (publication complémentaire)	23/12/2022	24/12/2022	Ref : AO-2252-4157
http://www.marches-securises.fr (profil acheteur du SDIS17)	23/12/2022	24/12/2022	

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) a été mis gracieusement à la disposition de celles-ci qui devaient remettre leur offre par voie dématérialisée via le profil acheteur de la personne publique.

La date limite initiale de réception des plis était fixée au 17 février 2023 (12h00), délai de rigueur.

A l'issue de la période de consultation :

- 155 dossiers de consultation avaient été retirés dont 41 de façon anonyme ;
- 24 plis ont été remis avant la date et l'heure limites de réception des offres ;
- aucun pli n'a été déposé hors délai.

Ceux-ci sont :

Num registre	Date de réception du pli	Mode de réception du pli	Nom du déposant	Observation(s)
01	31/01/2023 15h34	Dépôt dématérialisé.	SARL FORTIER PEINTURE	Pli relatif au lot 7.
02	31/01/2023 16h55	Dépôt dématérialisé.	JAHIEL VERNAC	Pli relatif au lot 7.
03	13/02/2023 17h18	Dépôt dématérialisé.	GROUPE MODESTE	Pli relatif au lot 7.
04	14/02/2023 14h30	Dépôt dématérialisé.	DL ATLANTIQUE	Pli relatif au lot 2.
05	14/02/2023 15h49	Dépôt dématérialisé.	GAUDY BONNEAU	Pli relatif au lot 10.
06	15/02/2023 10h37	Dépôt dématérialisé.	GADOUD BRAUD	Pli relatif au lot 7.
07	15/02/2023 15h03	Dépôt dématérialisé.	GP SARL	Pli relatif au lot 10.
08	16/02/2023 13h51	Dépôt dématérialisé.	ENTREPRISE DOUZILLE	
09	16/02/2023 13h51	Dépôt dématérialisé.	CEME ATLANTIQUE	Plis relatif aux lots 8 et 9.
10	16/02/2023 14h06	Dépôt dématérialisé.	COLAS FRANCE	Pli relatif au lot 10.
11	16/02/2023 14h15	Dépôt dématérialisé.	EIFPAGE ROUTE SUD OUEST PCL	Pli relatif au lot 10.
12	16/02/2023 14h53	Dépôt dématérialisé.	COUGNAUD	Pli relatif au lot 11.
13	16/02/2023 15h36	Dépôt dématérialisé.	SAP	Pli relatif au lot 7.
14	16/02/2023 15h54	Dépôt dématérialisé.	RE TRAVAUX PUBLICS	Pli relatif au lot 10.
15	16/02/2023 15h58	Dépôt dématérialisé.	BOUQUET SAS	Pli relatif au lot 2.
16	16/02/2023 16h03	Dépôt dématérialisé.	ATEMCO	Pli relatif au lot 11.

Num registre	Date de réception du pli	Mode de réception du pli	Nom du déposant	Observation(s)
17	16/02/2023 16h17	Dépôt dématérialisé.	EUROVIA LR	Pli relatif au lot 10.
18	17/02/2023 08h10	Dépôt dématérialisé.	SCOTPA	Pli relatif au lot 10.
19	17/02/2023 09h52	Dépôt dématérialisé.	ERBTP	Pli relatif au lot 1.
20	17/02/2023 10h18	Dépôt dématérialisé.	CIGEC	Pli relatif au lot 9.
21	17/02/2023 10h22	Dépôt dématérialisé.	SARL CARRE ET ASSOCIES	Pli relatif au lot 9.
22	17/02/2023 10h56	Dépôt dématérialisé.	ATLANTIC ROUTE	Pli relatif au lot 10.
23	17/02/2023 11h07	Dépôt dématérialisé.	MENUISERIES DE L'ERMITAGE	Pli relatif au lot 4.
24	17/02/2023 11h31	Dépôt dématérialisé.	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES – POITOU CHARENTES	Pli relatif au lot 8.

Toutefois, à l'issu de la consultation, il est constaté :

- que le coût de référence des travaux à l'ouverture des plis est très substantiellement supérieur au coût prévisionnel de ceux-ci assorti du taux de tolérance ;
- que le coût de référence des travaux résulte d'une hausse importante des prix que les parties ne pouvaient prévoir à la date d'établissement du coût prévisionnel ;
- que la prise en compte de l'évolution tarifaire des prix nécessite une évolution substantielle du projet dans un cadre de saine gestion des deniers publics ;
- que le projet tel que défini dans le cadre de la consultation ne répond plus aux besoins actuels de la personne publique ;
- que l'intégration de ces nouveaux besoins nécessite une évolution substantielle du programme architectural nécessitant une nouvelle mise en concurrence pour la réalisation des travaux.

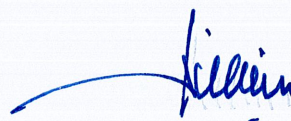
Après en avoir délibéré, le Bureau du Conseil d'administration décide, à l'unanimité :

- de déclarer la procédure de consultation sans suite pour motif d'intérêt général (évolution substantielle des besoins de la personne publique), conformément à l'article R. 2185-1 du code de la commande publique.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Le Président du Conseil d'administration

Stéphane VILLAIN



Certifié, publié et exécutoire

le 09 JUIN 2023

Pour le Président du Conseil d'administration
et par délégation
le Directeur départemental

Contrôleur général Didier Marcaillou